

La douiloureuse histoire de l'intégration pluri-ethnique (Eric Zemmour, 3 décembre 1985)

écrit par Laurent P | 2 novembre 2021

La douiloureuse histoire de l'intégration pluri-ethnique

● Pour intégrer ces cohortes d'étrangers venus déjà soutenir un appareil industriel en expansion et une démographie vieillissante, la III^e République ne voyait qu'une seule solution : en faire de parfaits citoyens français. Car, comme le rappelle le professeur Raoul Girardet, « la tradition républicaine c'est de fabriquer des citoyens français ». A l'époque, ce sont les monarchistes de tous crins, incommensurables de la France capétienne, qui défendent le respect des régions, des dialectes, des différences. La République, elle, est assimilatrice et fière de l'être. Pour rendre Français, elle dispose de deux armes absolues qu'elle a d'ailleurs déjà expérimentées avec succès sur les millions de paysans disséminés sur le territoire national : l'école et le service militaire. L'école, pour apprendre à leurs enfants la langue d'Ancêtre et de Robespierre et le génie humanitaire de Pasteur, en un mot pour leur apprendre la France. Le service militaire, pour leur faire découvrir les Français, les Italiens et les Bretons et les Corpes, les Italiens et les Auvergnats, les Polonais et les Savoyards.

Mais la France, à l'époque, ce n'est pas seulement l'Hexagone, mais aussi ces innombrables plaques roses sur les planisphères géants que l'on montre avec fierté aux petits enfants : les colonies. Et là, la République hésite, tergivers, distingue. Ainsi, alors que les habitants des « vieilles colonies » (Guadeloupe, Martinique, Nouvelle Calédonie, etc.), mais aussi quatre îles sénégalaises dont Saint-Louis et Gorée, sont déclarés citoyens français, ceux du reste de l'Empire, s'ils annoncent bien « nos ancêtres les Gaulois », ne peuvent devenir citoyens français que s'ils en font la demande aux autorités centrales. Et en Algérie, l'écheveau est encore plus complexe : les Israéliens sont Français depuis le décret Crémieux de 1870, les étrangers non musulmans (Malgais, Espagnols, etc.) deviennent Français dès qu'ils ont rempli leurs obligations militaires. En revanche, les musulmans ne peuvent obtenir la nationalité française que s'ils renoncent au statut coranique, ce qu'évidemment très peu feront.

Ennuies anti-italiennes, rixes entre Français et Polonais

A volenté différente, à politique différente, réaction et résultat ne, comme le rappelle M. Girardet, « l'intégration ne se fait pas sans peine ». Ennuies anti-italiennes dans le Sud, rixes entre travailleurs polonais et français dans le Nord et un antisémitisme qui unit les deux extrêmes, droite et gauche, dans une même haine du Juif, décide, révolutionnaire et capitaliste. Mais elle se fait tout de même. Tout ce beau monde devient Français, se bat pour la France, en 1914, en 1940, travaille pour la France, vibre pour que les deux meilleurs joueurs de football français soient successivement Kops, né Kopaczyck, et Plattin, dont les origines italiennes sont connues de tous. D'ailleurs, aujourd'hui, dans cette équipe de

France de football, que 50 millions de supporters louent avec ferveur, on élimine les enfants d'immigrés revendus à faire pour Rochetaud tout seul, ou presque.

En 1900, devenir Français pour tous ces immigrés, c'est le rêve suprême.

Bien souvent à la maison, on interdit aux enfants de parler autre chose que le français. Oh, certes, on n'oublie pas le pays, on se réunit, on s'associe, on évoque ceux qui sont restés là-bas, on leur envoie même un peu d'argent, on respecte les coutumes, les préceptes religieux,

d'autant plus scrupuleusement qu'on vit loin de la terre natale, dans un milieu étranger, voire hostile. Mais aujourd'hui, pour de nombreux immigrants, être Français ou ne pas l'être, peu importe. Et nombreux sont les enfants dits de la deuxième génération qui tiennent par-dessus

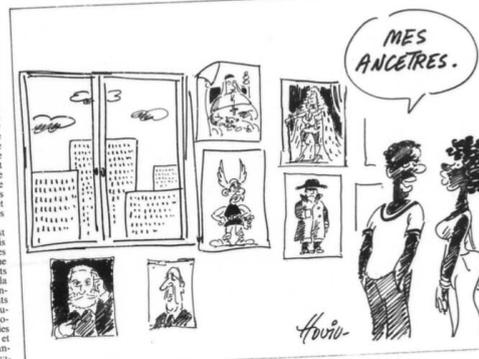
tout à leur double nationalité. Cette évolution des mentalités est le produit d'un mélange explosif de réelles différences culturelles, culturelles surtout, de passé colonial, pleins de terribles rançures recuites, d'une vogue pour les « racines » aussi.

Des revendications ethniques qui se multiplient, se rencontrent, s'opposent. Les Portugais qui supportent mal la présence maghrébine, les Africains amnésies et des musulmans qui recroient volontiers sur le territoire français des siècles de haines tribales entre Africains, etc. Tout cela dans une ambiance misérabiliste de logement insalubre, surpeuplé, de racisme, de violence.

En fait, après un siècle d'immigration, d'intégration, d'assimilation réussie ou ratée, nous sommes en face d'une situation à peu près assimilatrice féroce, fille du jacobinisme centralisateur, grand chasseur qui, prise par le remords et une pudeur nouvelle, n'assimile plus grand monde. De l'autre, une France pluri-ethnique encore en gestation, dont l'anti-modèle libanais s'étale en technicolor sur tous les écrans de télévision et serait le centenaire abâtardi du droit à la différence vanté dans les années 60 et 70.

Exemple américain où chaque minorité nationale est reconnue, organisée, respectée. En oubliant que pullulent les ghettos noirs de c'est aux Etats-Unis que les Mexicains sont considérés comme des citoyens de troisième zone. Que c'est aux Etats-Unis enfin qu'a été maintenue et développée une politique d'immigration fort sélective où l'acquisition de la nationalité américaine pour l'immigré conserve un caractère d'exceptionnelle décision avec prestation de serment sur le drapeau, la Constitution, etc.

Alors, pas de solution ? Pour le professeur Girardet, « tout est assimilable, aujourd'hui encore, et les hommes vieilles méthodes comme l'école et la langue française seraient encore très efficaces... pourvu que les Français le veuillent vraiment. Mais cela suppose une vraie générosité, pas des paroles incommensurables... Si les curés, au lieu de dire que le racisme c'est mal, voulaient bien s'occuper d'un peu plus des immigrés... Si Bernard-Henri Lévy voulait aller à Aubervilliers, chaque matin, et apprendre la langue française à quelques musulmans, au moins, il serait titillé ».



L'Algérie et la citoyenneté française

● Dans les colonies, le tableau est beaucoup moins favorable. Là, beaucoup d'immigration réelle, encore moins d'assimilation réelle, encore moins de naturalisation individuelle. Pour de naturalisation individuelle. Pour député et poète en lar, de greffe comblé de fiches, de refus, de greffe qui ne prend pas, avec comme situation caricaturale l'Algérie, des musulmans qui, pendant un siècle, n'ont pas été reconnus citoyens français, des Français de fraîche date qui tiennent à leur supériorité juridique et morale sur les Arabes, méprisants souvent, méfiant toujours. Et des policiers français qui savent se souvenir qu'est électeur et qui ne l'est pas. Résultat : une population musulmane qui, lentement, inexorablement, passe des revendications assimilatrices, défendues par Ferhat Abbas, aux iries et délites nationalistes de tout peuple qui accouche, dans la violence et la haine de l'autre, de lui-même.

En fait, comme le précise Raoul Girardet, « l'assimilation, ça marche, quand trois conditions sont remplies : tout d'abord un appareil assimilateur très fort, c'était l'école de la III^e République ; ensuite une population

mégapoles industrielles non plus. Paris était dans Paris, et Montreuil et Roissy étaient sous bois. Dans les classes du lycée Voltaire, où le petit Girardet faisait ses humanités entre les deux guerres, il y avait quatre, cinq au maximum, enfants d'immigrés, Juifs polonais pour la plupart, ans. Car, au même moment, l'école française entamait un lent processus de décomposition et de déclin pour les uns, de remise en cause et de libéralisation pour les autres. Quoi qu'il en soit, la vague d'immigration récente s'est déversée sur une école en refonte permanente, peu sûre d'elle-même et encore moins dominante, remettant en cause son enseignement, ses méthodes, ses objectifs, bref, remettant en cause l'école de la République.

D'autre part, les immigrés de la III^e République avaient débarqué sur notre territoire, petit à petit, tout au long de ses quatre-vingts années qui ont durés le régime. Ils se sont installés dans une France largement rurale, à l'habitat disséminé. Les poches d'immigration, proches des premiers grands centres ouvriers, dans le Nord et l'Est en particulier, existaient. Elles démentaient toutefois l'exception. A l'époque, les charters n'existaient pas. Les



[Cliquez pour AGRANDIR](#)

LE QUOTIDIEN DE PARIS - N°1876 • MARDI 3 DECEMBRE 1985

Conversion Image-De-Texte en Texte via onlineocr.net

Dans un article du Quotidien de Paris, paru le 3 décembre 1985, Éric Zemmour estimait que la France « n'assimile plus grand monde ». Les jalons du « zemmourisme » sont déjà posés avec l'évocation d'un « grand remplacement »

démographique à La Courneuve.

Source

:
<https://www.fdesouche.com/2021/10/29/dans-un-article-du-quotidien-de-paris-paru-le-3-decembre-1985-eric-zemmour-estimait-que-la-france-nassimile-plus-grande-monde-et-evoquait-le-changement-de-peuple-a-la-courneuve/>

La douloureuse histoire de l'intégration pluri-ethnique

• Pour intégrer ces cohortes d'étrangers venus déjà soutenir un appareil industriel en expansion une démographie vieillissante, la III^e République ne voyait qu'une seule solution: en faire de parfaits citoyens français. Car, comme le rappelle le professeur Raoul Girardet, « *La tradition républicaine c'est de fabriquer des citoyens français* ». A l'époque, ce sont les monarchistes de tous crins, inconsolables de la France capétienne, qui défendent le respect des régions, des dialectes, des différences. La République, elle, est assimilatrice et fière de l'être. Pour rendre français, elle dispose de deux armes absolues qu'elle a d'ailleurs déjà expérimentées avec succès sur les millions de paysans disséminés sur le territoire national : l'école et le service militaire. L'école, pour apprendre à leurs enfants la langue de Voltaire, l'histoire de Jeanne d'Arc et de Robespierre et le génie humaniste de Pasteur, en un mot pour leur apprendre la France. Le service militaire, pour leur faire découvrir les Français, mêler les Bretons et les Corses, les Italiens et les Auvergnats, les Polonais et les Savoyards.

Mais la France, à l'époque, ce n'est pas seulement l'Hexagone, mais aussi ces innombrables plaques roses sur les planisphères géants que l'on montre avec fierté aux petits enfants : les

colonies. Et là, la République hésite, tergiverse, distingue. Ainsi, alors que les habitants des « vieilles colonies » (Guadeloupe, Martinique, Nouvelle Calédonie), mais aussi quatre îles sénégalaises dont Saint-Louis et Goré, sont déclarés citoyens français, ceux du reste de l'Empire, s'ils annoncent bien « nos ancêtres les Gaulois », ne peuvent devenir citoyens français que s'ils en font la demande aux autorités centrales. Et en Algérie, l'écheveau est encore plus complexe : les Israélites sont Français depuis le décret Crémieux de 1870, les étrangers non musulmans (Maltais, Espagnols, etc.) deviennent Français dès qu'ils ont rempli leurs obligations militaires. En revanche, les musulmans ne peuvent obtenir la nationalité française que s'ils renoncent au statut coranique, ce qu'évidemment très peu feront.

Emeutes anti-italiennes, rixes entre Français et Polonais

A volonté différente, à politique différente, réaction et résultat différents, bien sûr. Dans l'Hexagone, comme le rappelle M. Girardet, « *l'intégration ne se fait pas sans peine* ». Emeutes anti-italiennes dans le Sud, rixes entre travailleurs polonais et français dans le Nord et un antisémitisme qui unit les deux extrêmes, droite et gauche, dans une même haine du Juif, déicide, révolutionnaire et capitaliste. **Mais elle se fait tout de même. Tout ce beau monde devient français, se bat pour la France, en 1914, en 1940, travaille pour la France, vibre pour la France.** Et personne ne s'étonnera que les deux meilleurs joueurs de football Français soient successivement Kopa, né Kopaciewick, et Platini, dont les origines italiennes sont connues de tous. D'ailleurs, aujourd'hui. dans cette équipe de France de football, que 50 millions de supporters louent avec ferveur, éliminer les enfants d'immigrés reviendrait à faire jouer Rocheteau tout seul, ou presque.

En 1900, devenir français pour tous ces immigrés, c'est le rêve suprême.

Bien souvent, à la maison, on interdit aux enfants de parler autre chose que le français. Oh, certes, on n'oublie pas le pays, on se réunit, on s'associe, on évoque ceux qui sont restés là-bas, on leur envoie même un peu d'argent, on respecte les coutumes, les préceptes religieux, d'autant plus scrupuleusement qu'on vit loin de la terre natale, dans un milieu étranger, voire hostile. Mais aujourd'hui, pour de nombreux immigrés, être Français ou ne pas l'être, peu importe. Et nombreux sont les enfants dits de la deuxième génération qui tiennent par-dessus tout à leur double nationalité. Cette évolution des mentalités est le produit d'un mélange explosif de réelles différences culturelles, culturelles surtout, de passé colonial, plein de terribles rancunes recuites, d'une vogue pour les « racines » aussi. Des revendications ethniques qui se multiplient, se rencontrent, s'opposent. Les Portugais qui supportent mal la présence maghrébine, les Africains animistes et des musulmans qui recréent volontiers sur le territoire français des siècles de rivalité historique, sans oublier les haines tribales entre Africains. etc.

Tout cela dans une ambiance misérabiliste de logement insalubre, surpeuplé, de racisme, de violence. En fait, après un siècle d'immigration, d'intégration, d'assimilation réussie ou ratée, nous sommes en face d'une situation à peu près bloquée : d'une part une machine assimilatrice féroce, fille du jacobinisme centralisateur, grand chasseur de dialectes et de particularismes et qui, prise par le remords et une pudeur nouvelle, n'assimile plus grand monde. De l'autre, une France pluri-ethnique encore en gestation, dont l'anti-modèle libanais s'étale en technicolor sur tous les écrans de télévision et serait l'enfant abâtardi du droit à la différence vanté dans les années 60 et de l'exemple américain où chaque minorité nationale est reconnue, organisée, respectée. En oubliant simplement que c'est aux Etats-Unis que pullulent les ghettos noirs de Harlem, de Watts ou d'ailleurs. Que c'est aux Etats-Unis que les Mexicains sont considérés comme, des citoyens de troisième zone. Que c'est aux Etats-

Unis enfin qu'a été maintenue et développée une politique d'immigration tort sélective où l'acquisition de la nationalité américaine pour l'immigré conserve un caractère d'exceptionnelle élection avec prestation de serment sur le drapeau, la Constitution. etc.

Alors, pas de solution ? Pour le professeur Girardet, « tout est assimilable, aujourd'hui encore, et les bonnes vieilles méthodes comme l'école et la langue française seraient encore très efficaces... pourvu que les Français le veuillent vraiment... Mais cela suppose une vraie générosité, pas des parlottes interminables... Si les curés, au lieu de dire que le racisme c'est mal, voulaient bien s'occuper d'un peu plus des immigrés... Si Bernard-Henri Lévy voulait aller à Aubervilliers, chaque matin, et apprendre la langue française à quelques musulmans, au moins, il serait utile. »

Eric ZEMMOUR

L'Algérie et la citoyenneté française

• Dans les colonies, le tableau est beaucoup moins favorable. Là, beaucoup d'intégration forcée, peu d'assimilation réelle, encore moins de naturalisation individuelle. Pour un Léopold Senghor qui deviendra député et poète en langue française, combien d'échecs, de refus, de greffe qui ne prend pas, avec comme situation caricaturale, l'Algérie; des musulmans qui, pendant un siècle, ne rêvent que de nationalité française; des Français de fraîche date qui tiennent à leur supériorité juridique et morale sur les Arabes; des Européens plus que réticents, méprisants souvent, méfiants toujours. Et des politiciens français qui savent se souvenir qui est électeur et qui ne l'est pas. **Résultat : une population musulmane qui, lentement, inexorablement, passe des revendications assimilatrices, défendues par Ferhat Abbas, aux ires et**

délices nationalitaires de tout peuple qui accouche dans la violence et la haine de l'autre, de lui-même.

En fait, comme le précise Raoul Girardet, « *l'assimilation ça marche quand trois conditions sont remplies : tout d'abord un appareil assimilateur très fort, c'était l'école de la III^e République; ensuite une population immigrée relativement dispersée; enfin, une population étrangère qui dans son immense majorité, désire l'assimilation et pour laquelle la citoyenneté française constitue une consécration.* » Toutes conditions qui n'ont pas été réunies depuis vingt ans. Car, au même moment, l'école française entamait un lent processus de décomposition et de déclin pour les uns, de remise en cause et de libéralisation pour les autres. Quoi qu'il en soit, la vague d'immigration récente s'est déversée sur une école en refonte permanente, peu sûre d'elle-même et encore moins dominatrice, remettant en cause son enseignement, ses méthodes, ses objectifs, bref, remettant en cause l'école de la République.

D'autre part, les immigrés de la III^e République avaient débarqué sur notre territoire, petit à petit, tout au long de ses quatre-vingts années qu'ont duré le régime. Ils se sont installés dans une France largement rurale, à l'habitat disséminé. Les poches d'immigration, proches des premiers grands centres ouvriers, dans le Nord et l'Est en particulier, existaient. Elles demeuraient toutefois l'exception. A l'époque, les charters n'existaient pas. Les mégapoles industrielles non plus. Paris était dans Paris, et Montreuil et Rosny étaient sous bois. Dans les classes du lycée Voltaire, où le petit Girardet faisait ses humanités entre les deux guerres, il y avait quatre, cinq au maximum, enfants d'immigrés, Juifs polonais pour la plupart.

Dans les classes de La Courneuve, les quatre ou cinq élèves exceptionnels sont ceux qui ont parlé le français depuis leur prime enfance.

E. Z.